

PRÉFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
DB

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
 - VU Le Code de l'Environnement ;
 - VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
 - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
 - VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles de plus de 20 000 animaux-équivalents soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature ;
 - VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant le deuxième programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1990 autorisant M. Gérard DORNEMIN à exploiter à PLOUHA au lieu-dit « Kergrist » (ST LAURENT) un élevage avicole de 33 000 poulettes démarrées (soit 33 000 animaux-équivalents) ;
 - VU la demande présentée par l'EARL SAINT LAURENT sise à PLOUHA au lieu-dit « Kergrist » ST LAURENT en vue de la régularisation à cette adresse (section YC n° 75 et 81) de 13 000 poulettes démarrées (soit 13 000 animaux-équivalents) en extension de l'élevage autorisé, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
 - VU les délibérations des conseils municipaux de PLOUHA (16 février 2001), LANVOLLON (25 janvier 2001), PLEGUIEN (19 janvier 2001), PLEHEDEL (5 février 2001), PLUDUAL (22 janvier 2001) ;
 - VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, d'incendie et de secours émis respectivement les 14 février 2001, 24 novembre 2000, 13 novembre 2000 ;
 - VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 29 juin 2001 ;
 - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 28 septembre 2001 ;
 - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

L'EARL SAINT LAURENT est autorisée à poursuivre l'exploitation à PLOUHA (ST LAURENT) au lieu-dit « Kergrist » (section YC N° 75 et 81) conformément aux plans annexés à la demande, d'un élevage avicole de 46 000 poulettes démarrées (soit 46 000 animaux-équivalents), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. Les prescriptions réglementaires et celles définies ci-après devront être respectées.

ARTICLE 2 -

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié.

Prescriptions particulières

Aménagement des bâtiments :

La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 115 m².

Toutes les eaux usées(sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

Sécurité :

- Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

- L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

- L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

- Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

Autre :

Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté d'autorisation.

La parcelle située à PLOUHA section YB n° 23 est interdite à l'épandage de déjections animales.

L'éleveur devra respecter les prescriptions concernant l'épandage des déjections qui seront définies dans l'arrêté préfectoral de protection de la prise d'eau sur le Leff de Traou Goaziou en GOMENECH.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLOUHA pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'EARL SAINT LAURENT.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'EARL SAINT LAURENT dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace celui du 6 juillet 1990.

ARTICLE 8 -

Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de PLOUHA,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'EARL SAINT LAURENT pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LANVOLLON, PLEGUIEN, PLEHEDEL, PLUDUAL, LANNEBERT pour information.

SAINT-BRIEUC, le **15 MARS 2002**
LE PREFET,



Marie-Françoise HAYE-GUILLAUD